

Cette autorisation est également requise dès que l'employeur a connaissance de l'imminence de la désignation du salarié sur la propagande électorale.

Chapitre II : Protection en cas de rupture d'un contrat de travail à durée déterminée

Section 1 : Champ d'application.

L. 2412-1

Ordonnance n°2017-1718 du 20 décembre 2017 - art. 1

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

Bénéficie de la protection en cas de rupture d'un contrat à durée déterminée prévue par le présent chapitre le salarié investi de l'un des mandats suivants :

- 1° Délégué syndical ;
- 2° Membre élu de la délégation du personnel du comité social et économique ;
- 3° Représentant syndical au comité social et économique ;
- 4° Représentant de proximité ;
- 5° Membre de la délégation du personnel du comité social et économique interentreprises ;
- 6° Membre du groupe spécial de négociation et membre du comité d'entreprise européen ;
- 7° Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société européenne ;
- 7° bis Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société coopérative européenne ;
- 7° ter Membre du groupe spécial de négociation et représentant au comité de la société issue de la fusion transfrontalière ;
- 8° Représentant du personnel d'une entreprise extérieure, désigné à la commission santé, sécurité et conditions de travail d'un établissement comprenant au moins une installation classée figurant sur la liste prévue à l'[article L. 515-36 du code de l'environnement](#) ou mentionnée à l'article [L. 211-2](#) du code minier ;
- 9° Membre d'une commission paritaire d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail en agriculture prévue à l'[article L. 717-7 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 10° Salarié mandaté dans les conditions prévues aux articles [L. 2232-23-1](#) et [L. 2232-26](#) dans les entreprises dépourvues de délégué syndical ;
- 11° Membre du conseil ou administrateur d'une caisse de sécurité sociale mentionné à l'[article L. 231-11 du code de la sécurité sociale](#) ;
- 12° Représentant des salariés dans une chambre d'agriculture, mentionné à l'[article L. 515-1 du code rural et de la pêche maritime](#) ;
- 13° Conseiller prud'homme ;
- 14° Assesseur maritime mentionné à l'[article 7 de la loi du 17 décembre 1926](#) relative à la répression en matière maritime ;
- 15° Défenseur syndical mentionné à l'article [L. 1453-4](#) ;
- 16° Membre de la commission mentionnée à l'article [L. 23-III-1](#).

Section 2 : Délégué syndical.

L. 2412-2

LOI n°2018-217 du 29 mars 2018 - art. 22

 Legif.  Plan  Jp.C.Cass.  Jp.Appel  Jp.Admin.  Juricaf

La rupture du contrat de travail à durée déterminée du délégué syndical avant l'échéance du terme en raison d'une faute grave ou de l'incapacité constatée par le médecin du travail, ou à l'arrivée du terme lorsque